

« La Chine doit encore faire rêver les Français »

Le 24 janvier 1964, le général de Gaulle reconnaissait officiellement le régime de Mao. Historien et sinologue, directeur de recherche au Conseil européen des relations internationales (ECFR), François Godement revient sur cinquante ans d'une relation « spéciale », parfois tumultueuse. Où le politique a longtemps pris le pas sur l'économique.

Propos recueillis par **Marc Epstein** et **Harold Thibault**

Photo : **Stéphane Lavoue/Pasco** pour L'Express

Vue de France, la Chine est une puissance incontournable. Pour la Chine, que représente la France ?

↳ Notre siège permanent au Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies, et le rôle que nous y jouons, pèse d'un poids certain. La Chine n'aborde pas l'Union européenne comme un bloc : elle fait attention à la diversité des Etats membres. Parmi les diplomates, à Pékin, il y a une école de tradition française, comme il en existe une anglaise et une germaniste... Pour le reste, nous sommes le plus grand pays d'émigration de la diaspora chinoise vers l'Europe, certes, mais le français n'est pas une langue importante en Chine et, si nous avons beaucoup d'étudiants là-bas, surtout dans les sciences dures, nous n'avons pas la présence des fondations allemandes ou des think tanks américains...

Dans les années 1960, en particulier, certains Français ont été fascinés par la Chine et le maoïsme. A quel point les Chinois se reconnaissent-ils dans notre pays, son histoire et ses valeurs ?

↳ Les communistes chinois ont souvent étudié la Commune de Paris et les écrits de Victor Hugo. Quant aux critiques du régime, ils ont été marqués par certaines positions adoptées par la France. Je pense à 1989, en particulier, après la répression de la place Tiananmen. En décembre de cette année-là, je me souviens avoir déjeuné dans une gargote, à Shanghai. Quelques clients m'ont interrogé : « De quel pays venez-vous ? De France ? Ah, c'est le pays qui vient d'abriter certains de nos opposants de la place Tiananmen. » Ils étaient au courant et ils le disaient. La réputation de liberté, mais aussi l'art de vivre et le charme de la France participent à l'image de notre pays.

Cela pèse-t-il dans les relations d'Etat à Etat ?

↳ En 1964, oui, lors de la reconnaissance de la Chine populaire par la France. Mao et les siens venaient de rompre avec l'Union soviétique. Ils avaient besoin de sources alternatives, en particulier pour des grands équipements. Mao l'a dit ouvertement : « Les Français peuvent nous équiper, et pour pas cher. » L'Allemagne, elle, n'avait

pas de présence permanente au Conseil de sécurité. Quant au Royaume-Uni, il était un allié proche des Etats-Unis. La France incarnait une alternative. Depuis cette époque, la relation entre Paris et Pékin s'est ritualisée, et un culte est né autour de la reconnaissance.

Contrairement à ce que beaucoup affirment, la France de De Gaulle n'a pas été le premier pays européen à reconnaître la Chine populaire. Pourquoi l'épisode a-t-il acquis une telle importance ?

↳ Cela révèle le poids de la politique dans notre approche commerciale, longtemps très dépendante des grands contrats. Prenez le nucléaire : l'aventure entre la France et la Chine dure depuis 1973. Mais vingt-trois ans se sont écoulés entre la signature d'une première lettre d'intention et la mise en fonctionnement de la première centrale. Même si la France a un savoir-faire reconnu, la Chine fait jouer la concurrence. Alors, Pékin a eu recours à la ritualisation, qui lui a longtemps permis d'enserrer nos relations dans un cadre immuable. A dire vrai, on en parle plus en France qu'en Chine. A Paris, ce discours ●●●

FAUX-SEMBLANTS La célébration rituelle de la reconnaissance de la Chine populaire par la France a longtemps masqué l'indigence des relations économiques entre les deux pays, analyse François Godement.



... permettait de masquer l'absence de relais économiques. Songez que, dans les années 1980, la Chine était le premier pays pour les prêts publics et les prêts aidés français. Devant l'Algérie ! Le contribuable français a largement financé les premiers grands contrats signés avec la Chine. A l'époque, pourtant, les rapports politiques entre les deux pays étaient peu précis. Ce dernier point a toujours été un secret bien gardé par les hommes politiques français, qui usent des voyages en Chine pour sembler « parler avec les grands » sans paraître « à la remorque » des Etats-Unis. Avant le scrutin de 1981, le voyage de François Mitterrand à Pékin – et à Pyongyang, ce que l'on a tendance à oublier – avait une fonction d'adoubement international. C'est une marque de sérieux, pour un candidat à la présidentielle. D'autres ont joué cette carte à leur manière.

Depuis une trentaine d'années, chaque président français a semblé vouloir laisser son empreinte sur les relations avec Pékin.

→ Mitterrand a été très « clivé ». Après la répression de Tiananmen, il est le chef d'Etat occidental qui a fait le plus de battage. Mais cela a duré six mois. Après quoi, un envoyé spécial du Parti socialiste s'est discrètement rendu sur place. A peu près en même temps qu'Alain Juppé, d'ailleurs, pour le RPR de l'époque, mais publiquement. Mitterrand aura tenté de faire le grand écart, ce qui n'est pas facile, surtout avec la Chine.

Quid de Jacques Chirac ?

→ Sur le plan politique, il a tout donné. Il est à l'origine du revirement des votes français et allemand, à la commission des droits de l'homme de l'ONU, passant de la condamnation à l'abstention. Chirac voulait pousser les grands contrats, d'autant que le déficit commercial s'aggravait.

Et Nicolas Sarkozy ?

→ Pour moi, c'est celui qui a compris le changement d'époque. Il a pris acte du fait qu'il n'était plus possible de traiter avec la Chine en tablant seulement sur les « relations spéciales » et l'héritage. Ex-ministre de l'Economie et des Finances, il était trop réaliste pour cela. Il a cherché à rendre à la France une forme de liberté, des marges de manœuvre et



RECONNAISSANCE Le premier ambassadeur de Chine populaire à Paris, Huang Chen, le général de Gaulle et le ministre des Affaires étrangères, Maurice Couve de Murville, le 6 juin 1964, à l'Élysée.

une capacité à négocier. A la fin de 2007, il rencontre les avocats des droits de l'homme à Shanghai, ce que ses prédécesseurs se seraient gardés de faire. De manière inédite par rapport à la tradition gaulliste, Sarkozy tente de séparer le politique de l'économique. Une maladresse de la secrétaire d'Etat aux Droits de l'homme, Rama Yade, et les incidents lors du passage de la flamme olympique à Paris gâtent l'atmosphère par la suite. Entre 2008 et 2010, la France semble prise au piège. La crise économique et financière a ensuite permis à Sarkozy, président du G 8 et du G 20, de normaliser les relations par le haut.

Sur le fond, cependant, et pour reprendre l'expression de Valéry Giscard d'Estaing, une « grande puissance moyenne » comme la France n'a plus les moyens de nouer seule une relation réellement égalitaire avec la Chine.

François Hollande semble prendre acte de cette situation.

→ Un tournant s'amorce, surtout sur le plan économique. Le président, qui n'était jamais allé en Chine avant son élection et qui n'a pas d'ambition personnelle affichée dans ce domaine, à la différence de tous ses prédécesseurs, semble engager en Asie une politique plus modeste, plus réaliste,

PIONNIER Mao Zedong et Georges Pompidou, le 12 septembre 1973 : c'est la première visite d'un président occidental en Chine populaire.



AFP

SYMBOLIQUE Le 14 juillet 1989, quelques semaines après le massacre de Tiananmen, 200 étudiants chinois défilent sur les Champs-Élysées.



F. PERRI/AFP

FRANCE-CHINE : CINQUANTE ANNÉES CLEFS

1964 Le 27 janvier, reconnaissance officielle de la Chine populaire par la France. Taïwan rompt ses relations avec Paris.

1973 Du 11 au 14 septembre, Georges Pompidou est le premier président français à se rendre en Chine. Déjà affaibli par la maladie qui l'emportera sept mois plus tard, il réalise ainsi le vœu de son prédécesseur, Charles de Gaulle.

1974 Voyage en Chine d'un groupe d'intellectuels français, menés par Philippe Sollers, alors animateur de la revue *Tel quel*, et son épouse, Julia Kristeva.

1976 Mort de Mao. « Avec le président Mao Zedong s'éteint un phare de la pensée mondiale », déclare le président Valéry Giscard d'Estaing. Une formule qui lui sera souvent reprochée par la suite.

1989 La France condamne avec vigueur le massacre de la place Tiananmen, perpétré dans la nuit du 3 au 4 juin, et approuve, le 27, un embargo européen sur les ventes d'armes à Pékin. Le 14 juillet, à l'occasion de la célébration du bicentenaire de la Révolution française, près de 200 étudiants chinois défilent sur les Champs-Élysées.

1991 La vente de frégates à Taïwan provoque un refroidissement des relations.

plus technique. Elle ne satisfera pas tous ceux qui veulent un grand dessein, mais elle donne ses premiers résultats. Elle est plus efficace, aussi, car elle s'appuie sur une présence beaucoup plus forte dans le reste de l'Asie que lors des mandats précédents. Surtout, notre pays fait preuve d'une ouverture nouvelle à l'égard des investissements chinois, tout comme de ceux venus du Qatar. Or les entreprises françaises ont besoin de capital.

Est-ce une politique risquée ?

→ Au Royaume-Uni, pays du libéralisme économique le plus affiché en Europe, l'Etat a mis en place une série

de garde-fous institutionnels, dont une commission de sécurité nationale, interministérielle, chargée d'examiner dans quelle mesure certaines opérations économiques peuvent mettre en cause la sécurité nationale. En France, nous sommes dans l'informel. Je ne sais pas si cela marche. Nombre d'investissements chinois passent par des paradis fiscaux et des pays tiers : ils ne sont pas toujours identifiés comme tels, notamment dans l'immobilier, le secteur financier, le marché de l'art. Cela peut poser des problèmes, mais de tels apports peuvent aussi redonner un souffle. Reste à limiter le transfert involontaire ●●●

●●● de technologies. Dans le domaine nucléaire, par exemple, les Chinois ne cachent pas leurs ambitions. Toute la question est de savoir combien de temps il leur faudra, et si les industriels européens ou français pourront renouveler leur technologie pendant ce temps-là. **Y a-t-il une réflexion profonde en France sur ce sujet ?** **Ceux qui osent dénoncer certaines pratiques sont parfois montrés du doigt, comme s'ils gâchaient la fête.**

↳ Les entreprises qui disposent d'un marché important en Chine ne veulent surtout pas paraître critiques... même quand elles le sont ! Le phénomène n'est pas propre à la France. Aux Etats-Unis, le lobby aéronautique et celui des exportateurs de céréales ont toujours été les plus ardents défenseurs de la Chine dans les couloirs du Congrès. En Allemagne, ce rôle est joué par Volkswagen, et surtout BMW, dont la fondation a recruté l'ancien ambassadeur allemand à Pékin. Toute la question est de savoir si le débat public doit dépendre entièrement des

intérêts à court terme de quelques groupes industriels.

Comment encadrer les relations entre les deux pays ?

↳ En améliorant la coordination européenne, afin de nous appuyer sur nos voisins lorsque nous avons de grands problèmes. En étant plus présents dans d'autres pays asiatiques,

ce qui permettrait de replacer la Chine dans un contexte plus vaste. Et en consacrant plus de moyens à la recherche-développement en France.

L'essentiel se déroule entre les Etats-Unis et la Chine, mais la France a-t-elle un rôle à jouer ?

↳ La France compte si elle joue la partition européenne. La Chine sait



PARTENAIRES Jacques Chirac et son homologue, Jiang Zemin, en mai 1997, à Pékin.



FAMILIERS En octobre 1999, Jiang Zemin et sa femme sont les invités des Chirac sur leurs terres corréziennes.

G. GOBET/AFP

VOLONTAIRE Nicolas Sarkozy, en novembre 2007, à Xi'an, dans le mausolée de l'empereur Qin Shi Huangdi et de son armée.



P. WOJAZER/REUTERS

FRANCE-CHINE : CINQUANTE ANNÉES CLEFS (SUITE)

1997 En mai, le président Jacques Chirac, amoureux de l'Asie, se rend à Pékin. Il signe avec son homologue, Jiang Zemin, une « déclaration conjointe franco-chinoise pour un partenariat global ». Signature d'un contrat de vente de 30 Airbus.

1999 Jiang Zemin et son épouse sont les invités de Jacques et Bernadette Chirac, dans leur château de Bity, dans la Corrèze, où le président chinois fait des pas de valse musette avec la première dame de France.

2007 Lors de la visite de Nicolas Sarkozy, la France adopte un ton plus incisif et souligne notamment son « attachement » aux droits de l'homme.

2008 Le 8 août, le président Sarkozy passe quelques heures seulement à Pékin, lors de l'ouverture des Jeux olympiques. La relation est en crise, après la condamnation française de la répression au Tibet, cinq mois plus tôt, suivie d'une rencontre avec le dalaï-lama en Pologne.

2013 François Hollande est le premier dirigeant étranger reçu dans la capitale chinoise par Xi Jinping, le nouveau président de la République populaire, arrivé au pouvoir cinq semaines plus tôt. La France affiche un déficit commercial de 26 milliards d'euros, soit 40 % de son déficit global, et ne représente que 1,27 % du marché chinois, contre 5,33 % pour l'Allemagne.

PRAGMATIQUE François Hollande et Valérie Trierweiler visitent la Cité interdite, à Pékin, le 26 avril 2013.



B. LANGLOIS/AFP

qu'elle n'aura pas forcément l'avantage dans une négociation bilatérale avec les Etats-Unis. Paris peut évoquer l'Afrique, en particulier, un terrain sur lequel nous devrions avoir davantage d'échanges. Au Mali, des Chinois participent pour la première fois à titre de soldats combattants à une force de maintien de la paix. Cela tient à l'intérêt qu'ils ont à observer comment nous menons l'action militaire en milieu désertique. Au-delà des questions de sécurité, nous pourrions faciliter la mutation de l'aide chinoise au développement vers des critères plus modernes. Sur

l'agriculture, sur la santé, nous devons convaincre les Chinois de travailler avec les acteurs occidentaux.

La France vend quatre fois moins que l'Allemagne à la Chine. Comment expliquer un tel déficit commercial ?

→ Nous ne sommes pas présents dans le secteur des machines-outils, qui intéresse la Chine, et nous arrivons bien tard, hélas, dans celui de l'automobile. L'industrie allemande, elle, bénéficie d'un tissu régional. Outre-Rhin, les syndicats de branche et les subventions des Länder ont beaucoup aidé, sur le marché

chinois comme dans le reste de l'Asie. La France est en retard, c'est un fait, mais la Chine doit encore faire rêver les Français. C'est un pays qui peut atteindre 10 % de croissance et où l'on ne compte pas sur les générations futures pour sortir du trou. Nous avons des atouts. Notre tissu économique est assez ouvert, avec des garanties légales et sociales fortes. En matière d'art de vivre, la France fait rêver toute la bourgeoisie chinoise. L'Allemagne est le pays où l'on achète des voitures, certes, mais la France est celui où l'on vient. ●

Propos recueillis par M. E. et H. T.